

TRAJECTOIRE DE REPÉRAGE ET D'INTERVENTIONS

Région de Chaudière-Appalaches

Lutte à la maltraitance envers les personnes âgées et les adultes en situation de vulnérabilité

DÉFINITIONS IMPORTANTES

Maltraitance : Un geste singulier ou répétitif ou un défaut d'action approprié qui se produit dans une relation où il devrait y avoir de la confiance et qui cause, intentionnellement ou non, du tort ou de la détresse à une personne (Loi 6.3, art.2).

Personne en situation de vulnérabilité : Une personne majeure dont la capacité de demander ou d'obtenir de l'aide est limitée temporairement ou de façon permanente, en raison notamment d'une contrainte, d'une maladie, d'une blessure ou d'un handicap, lesquels peuvent être d'ordre physique, cognitif ou psychologique, tels une déficience physique ou intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme (Loi 6.3, art.2).



EN TOUT TEMPS

Si la sécurité d'une personne est menacée dans l'immédiat – contactez le 9-1-1 ou le 418 310-4141.

Vous pouvez contacter la Ligne Aide Maltraitance Adulte Aînés 1 888 489-2287 pour obtenir du soutien clinique ou pour discuter des interventions possibles face à une situation.

REPÉRAGE

La situation d'une personne me préoccupe?
J'applique le **VIV** (rôle universel).

Voir une situation, Identifier les indices, Vérifier sa perception.

VALIDATION DES INDICES

Est-ce que j'ai des **motifs raisonnables de croire** que la personne vit de la maltraitance?

NON

Je demeure
à l'affût.

OUI

SIGNALEMENT DE LA SITUATION

Je me réfère à la trajectoire de signalement (page 2)

ET

ACCOMPAGNEMENT ET RÉFÉRENCE

(en fonction de mon rôle)

- Je considère les besoins de la personne (protection, dialogue, réparation, poursuite judiciaire, etc.)
- J'identifie les risques possibles
- J'identifie les voies d'intervention à privilégier

NON

Tout en privilégiant le lien de confiance, je tente des stratégies pour que la personne accepte l'aide.

Est-ce que la personne accepte l'aide?

OUI

Accepte l'aide.

ACCOMPAGNEMENT SELON L'OFFRE DE SERVICE DE L'ORGANISME

Je réfère ou j'accompagne la personne vers la ressource appropriée.

Si plusieurs ressources sont à coordonner ou si les besoins sont à préciser : je contacte la LAMAA au 1 888 489-2287 ou le 811, option 2.

J'assure le suivi et je demeure en vigilance.

Maintien du refus d'aide.

Je constate au moins un des éléments suivants :

- La personne est dépassée par la situation et le risque est intolérable
- La sécurité de la personne est compromise
- La personne présente une désorganisation et ne reconnaît pas la situation
- La personne n'a pas la capacité de se prendre en charge ou de défendre ses droits

NON

J'outille la personne :

- Je l'informe sur les ressources complémentaires (incluant la médiation citoyenne)
- J'offre de la documentation sur les ressources
- Je favorise le lien de confiance dans le respect de la volonté de la personne et je demeure en vigilance.

J'effectue une relance auprès de la personne à l'intérieur d'un délai de trois mois.

OUI

Je sollicite si nécessaire du soutien clinique de la LAMAA au 1 888 489-2287 pour déterminer les stratégies d'aide à la personne (dont la mise en place d'un filet de sécurité).

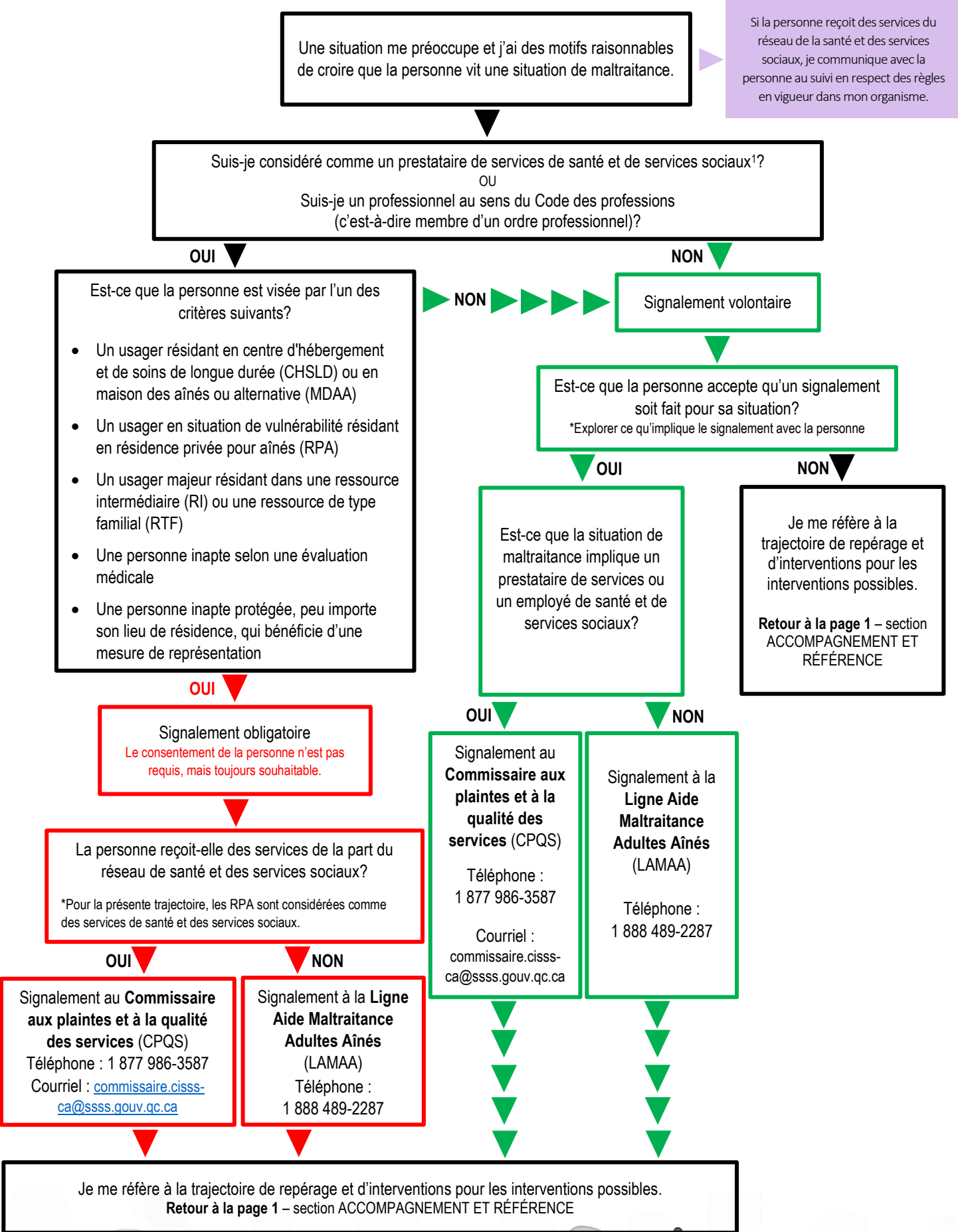
J'assure le suivi et je demeure en vigilance.

Je réajuste en continu les stratégies d'intervention en fonction de l'évolution de la situation.

SIGNALEMENT DE SITUATION DE MALTRAITANCE

DÉFINITION IMPORTANTE

Motif raisonnable de croire : on parle de motif raisonnable lorsque sur la base d'un fait observable ou d'une circonstance, on est en mesure d'appréhender ou de craindre un risque. Face à un motif raisonnable, il peut demeurer une part de doute, mais qui va au-delà de la simple impression ou intuition.



¹ Prestataires de services de santé et de services sociaux : Tout personne qui, dans l'exercice de ses fonctions, fournit directement des services de santé ou des services sociaux à une personne, pour le compte d'un établissement, d'une résidence privée pour aînés, d'une ressource intermédiaire ou d'une ressource de type familial, incluant celle qui exerce des activités décrites aux articles 39.7 et 39.8 du Code des professions (chapitre C-26) ainsi que l'exploitant ou le responsable de la résidence ou de la ressource, le cas échéant (Loi 6.3, art.2).